

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 1994 portant agrément et fixant le subventionnement des plates-formes subrégionales dans le cadre de la politique économique régionale et de la conclusion de chartes subrégionales, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 septembre 1995;

Vu l'accord du Ministre flamand ayant le budget dans ses attributions, donné le 10 juillet 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la mise en oeuvre des chartes et l'accompagnement de celle-ci par les plates-formes subrégionales sont importants pour le développement économique des sous-régions et qu'un éclaircissement sur le subventionnement des plates-formes subrégionales s'impose d'urgence afin de ne pas entraver la mise en oeuvre des chartes;

Sur la proposition du Gouvernement flamand et du Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Agriculture et des Médias;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 7 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 1994 portant agrément et fixant le subventionnement des plates-formes subrégionales dans le cadre de la politique économique régionale et de la conclusion de chartes subrégionales est remplacé par ce qui suit :

« Art.7. La subvention ne peut être affectée qu'aux charges réelles et additionnelles ayant directement trait à l'organisation de la concertation et de la coopération au sein de la structure de coopération subrégionale, ayant pour but de concevoir une vision subrégionale ou d'accompagner la mise en oeuvre de la charte. ».

Art. 2. L'article 13 du même arrêté est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 13 mai 1997.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'économie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Economie, des P.M.E., de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2939

[S - C - 98/29387]

8 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 1994 fixant les conditions générales selon lesquelles les pouvoirs organisateurs d'enseignement de promotion sociale peuvent conclure des conventions avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des entreprises, des personnes ou des associations et utiliser les moyens spécifiques mis à leur disposition par lesdites conventions; l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 septembre 1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale; l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 janvier 1998 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions zonales d'avis et de coordination de l'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 92, alinéa 3, inséré par le décret du 24 juillet 1997, l'article 115, modifié par le décret du 4 février 1993, et l'article 123bis, § 4, inséré par le décret du 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 1994 fixant les conditions générales selon lesquelles les pouvoirs organisateurs d'enseignement de promotion sociale peuvent conclure des conventions avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations et utiliser les moyens spécifiques mis à leur disposition par lesdites conventions;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 septembre 1997 déterminant les domaines de formation dans l'Enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 janvier 1998 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions zonales d'avis et de coordination de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 avril 1998;

Vu le protocole de négociation du 3 avril 1998 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux section II, siégeant conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 1994 fixant les conditions générales selon lesquelles les pouvoirs organisateurs d'enseignement de promotion sociale peuvent conclure des conventions avec d'autres établissements, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations et utiliser les moyens spécifiques mis à leur disposition par lesdites conventions est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. La totalité des périodes nécessaires à l'organisation d'une section faisant l'objet d'une convention est constituée soit :

- 1° de périodes prélevées de la dotation de périodes;
- 2° pour moitié, de périodes prélevées de la dotation de périodes et, pour moitié, de périodes complémentaires;
- 3° de périodes complémentaires.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les conventions conclues directement entre le Gouvernement de la Communauté française et un partenaire peuvent prévoir que la totalité des périodes nécessaires à l'organisation d'une section soit constituée de périodes complémentaires et de périodes prélevées de la dotation de périodes selon une répartition autre que celles prévues à l'alinéa 1^{er}.

Dans ce cas, le texte de la convention précise que les mêmes conditions sont applicables à tout établissement d'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française collaborant dans le cadre de cette convention.

A cet effet, le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions communique l'existence de la convention visée à l'alinéa 3 au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale. »

Art. 2. Dans l'arrêté du 24 juin 1994 précité, est ajouté un article *3bis*, rédigé comme suit :

« Art. *3bis* Sans préjudice de l'application de l'article 3, alinéa 2, le renouvellement d'une convention ne peut entraîner une diminution des périodes complémentaires.

Un partenaire concluant des conventions visant la même section avec plusieurs établissements d'enseignement de promotion sociale doit prendre à sa charge la même part de périodes complémentaires dans chaque convention. »

Art. 3. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 septembre 1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au 36° et au 37°, le mot « sociologie » est ajouté après les mots « gestion des ressources humaines et du personnel ».

2° Après le 38°, sont ajoutés les mots suivants :

« 39° Sciences appliquées - enseignement secondaire : chimie, physique, biologie, biochimie, biophysique, optique.

40° Sciences appliquées - enseignement supérieur : chimie, physique, biologie, biochimie, biophysique, optique. »

Art. 4. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 janvier 1998 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions zonales d'avis et de coordination de l'Enseignement de promotion sociale, l'alinéa 5 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les membres représentant les établissements sont désignés conformément à l'article 123*bis*, § 4, alinéa 4, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale. »

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Art. 6. Le Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2939

[S - C - 98/29387]

8 JUNI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van : het besluit van 24 juni 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de algemene voorwaarden krachtens welke de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie overeenkomsten mogen sluiten met andere onderwijsinrichtingen, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen en de door bedoelde overeenkomsten te hunner beschikking gestelde specifieke middelen mogen gebruiken; het besluit van 8 september 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de opleidingsdomeinen in het onderwijs voor sociale promotie; het besluit van 5 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de zonale advies- en coördinatiecommissies van het onderwijs voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 van de Raad van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 92, lid 3, ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997, op artikel 115, gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1993, en op artikel 123*bis*, § 4, ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van 24 juni 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de algemene voorwaarden krachtens welke de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie overeenkomsten mogen sluiten met andere onderwijsinrichtingen, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen en de door bedoelde overeenkomsten te hunner beschikking gestelde specifieke middelen mogen gebruiken;

Gelet op het besluit van 8 september 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de opleidingsdomeinen in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van 5 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de zonale advies- en coördinatiecommissies van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 april 1998;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 3 april 1998 van het Sectorcomité IX en het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die samen zetelen;

Gelet op de beraadslaging van 20 april 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 mei 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van 24 juni 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de algemene voorwaarden krachtens welke de inrichtende machten van het onderwijs voor sociale promotie overeenkomsten mogen sluiten met andere onderwijsinrichtingen, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen en de door bedoelde overeenkomsten te hunner beschikking gestelde specifieke middelen mogen gebruiken wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. De totaliteit van de lestijden die veriest zijn voor de organisatie van een afdeling waarvoor een overeenkomst werd gesloten bestaat ofwel :

1° uit lestijden getrokken uit de lestijndotatie;

2° voor de helft uit lestijden getrokken uit de lestijndotatie en voor de andere helft uit bijkomende lestijden;

3° uit bijkomende lestijden.

In afwijking van vorig lid kan er in de overeenkomsten die rechtstreeks gesloten zijn tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en een partner erin voorzien worden dat de totaliteit van de lestijden die nodig zijn voor de organisatie van een afdeling uit bijkomende lestijden bestaat en uit lestijden getrokken uit de lestijndotatie volgens een andere verdeling dan deze die bij lid 1 voorzien zijn.

In dat geval wordt er in de tekst van de overeenkomst nader bepaald dat dezelfde voorwaarden toepasselijk zijn op elke schoolinrichting voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die in het kader van deze overeenkomst haar medewerking verleent.

Daartoe laat de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort aan de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie weten dat de bij lid 3 bedoelde overeenkomst bestaat. »

Art. 2. In voormeld besluit van 24 juni 1994 wordt er een artikel *3bis* gevoegd luidend als volgt :

« Art. *3bis*. Onverminderd de toepassing van artikel 3, lid 2 mag er uit de hernieuwing van een overeenkomst geen vermindering van de bijkomende lestijden voortvloeien.

Een partner die met verschillende schoolinrichtingen voor sociale promotie overeenkomsten sluit die op dezelfde afdeling betrekking hebben moet hetzelfde deel van bijkomende lestijden te zijner laste nemen in elke overeenkomst. »

Art. 3. In artikel 1 van het besluit van 8 september 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de opleidingsdomeinen in het onderwijs voor sociale promotie worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In 36° en 37° wordt het woord « sociologie » bijgevoegd na de woorden « beheer van human resources en personeel ».

2° Na 38° worden de volgende woorden bijgevoegd :

« 39° Toegepaste wetenschappen - secundair onderwijs : scheikunde, natuurkunde, biologie, biochemie, biofysica, optica.

40° Toegepaste wetenschappen - hoger onderwijs : scheikunde, natuurkunde, biologie, biochemie, biofysica, optica ».

Art. 4. In artikel 3 van het besluit van 5 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de nadere regels voor de organisatie en de werking van de zonale advies- en coördinatiecommissies van het onderwijs voor sociale promotie wordt lid 5 vervangen door volgend lid :

« De leden die de inrichtingen vertegenwoordigen worden aangeduid overeenkomstig artikel 123*bis*, § 4, lid 4 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie. »

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE